

APPEL A PROJETS 10 000 LOGEMENTS HLM ACCOMPAGNÉS

PRESENTATION SYNTHETIQUE DES PROJETS



INFORMATIONS ET COORDONNEES PROFESSIONNELLES		
Responsable du projet : Pamela PRUVOST		
Nom de l'organisme porteur du projet : Lille Métropole Habitat – OPH de la MEL		
Téléphone : 03.20.88.51.13	Adresse électronique : pamela.pruvost@lmh.fr	
Président ou Directeur général : Mme. Amélie DEBRABANDERE, Directrice Générale		
Fédération de l'organisme : USH	Région de l'organisme : Hauts de France	
Ville : Tourcoing	Code postal : 59 200	
Numéro de SIRET : 413 782 509		
Autres organismes (si projet inter organismes) : Partenord Habitat (OPH 59) et Vilogia (ESH)		
DESCRIPTION DU PROJET		
Nom du projet : LOGIPSY		
Projet innovant ✕ Structurant ✕ Inter organismes ✕		
Durée du projet : 3 ans	Début : 2019	Fin : 2021
Coût total du projet : 897 216 €	Montant des dépenses éligibles : 615 216 €	
Taux de l'aide (par rapport aux dépenses éligibles) : 17,41 %	Montant de l'aide demandée : 107 118 €	
Autres financements : 609 600 €	Financement sur fonds propres : 180 498 €	
Nom du prestataire ou de l'opérateur de l'accompagnement : Association La Sauvegarde du Nord		
Localisation du projet : Territoire de la Métropole Européenne de Lille		
Description sommaire du projet :		
<p>Permettre à des personnes en souffrance psychique de conserver leur logement en leur proposant un accompagnement social renforcé de type « logement d'abord » réunissant de manière inédite 3 grands acteurs d'un territoire : le logement social, le milieu associatif et le secteur psychiatrique.</p> <p>Cet engagement réciproque des partenaires sur un territoire donné doit être l'occasion d'apporter une solution à des besoins mal couverts par les dispositifs existants.</p> <p>La « santé mentale » est l'un des domaines d'intervention les plus complexes car il nécessite la pleine adhésion de personnes qui se trouvent justement dans l'incapacité, parfois momentanée, d'exprimer leurs besoins et leurs difficultés.</p> <p>Les partenaires du projet souhaitent partager une vision commune qui est celle que la réunion de leurs compétences réciproques et la coordination de leurs actions sont un préalable essentiel qui pourra garantir de réelles avancées pour les personnes en souffrances psychiques.</p> <p>L'organisation du repérage de ces personnes ou familles fragilisées, le partage organisé et bienveillant des informations que détiennent chacun des partenaires seront des actes essentiels qui permettront d'aller vers les familles en besoin pour leur proposer le soutien nécessaire.</p> <p>L'objectif opérationnel est d'accompagner au moins 120 ménages par an soit un total de 360 ménages sur la durée totale du dispositif.</p> <p>L'objectif stratégique est de faire la preuve, par une expérience de grande ampleur, que le « logement d'abord » à un sens et qu'il nécessite l'orientation et la mise en commun des moyens existants vers de nouveaux dispositifs directement</p>		

orientés vers le lieu où vivent les personnes, rompant ainsi avec les parcours médico-sociaux cloisonnés. Ce dispositif fait la liaison entre des dispositifs de droits commun qui, de par les limites de leur champ de compétences ou de leur mode d'intervention, restreignent la possibilité d'une prise en charge globale du ménage en souffrance psychique.

PIECES JOINTES

1. Courrier d'acte de candidature signé du Directeur de l'organisme
2. Fiche d'identification du porteur de projet et de l'opérateur de l'accompagnement
3. Attestation de l'organisme qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS et qu'il dispose d'un Plan stratégique de Patrimoine
4. Bilan des financements du FSI obtenus par l'organisme sur les trois dernières années.
5. Note de présentation du projet, selon modèle ci-dessous
6. Si ingénierie/ prestations intellectuelles, projet de cahier des charges ou des contrats liés au projet.
7. Si le projet nécessite des recrutements au sein de l'organisme, fournir une fiche de poste

AVIS DES CPR

Région :	Adresse électronique :	Tél :
Avis : 	Questions soulevées :	

Remarques :

Date de l'instruction :

Rang de classement régional du dossier parmi les dossiers retenus :

Appel à projets « 10 000 logements Hlm accompagnés »

Lille Métropole Habitat

« LOGIPSY »

DEMANDEUR(S)

ORGANISME

- Représenté par Madame Amélie DEBRABANDERE, Directrice générale
OPH Lille Métropole Habitat
425 boulevard Gambetta
59200 TOURCOING
Numéro SIREN 413 782 509 00140
32 275 logements, dont 22 322 en QPV
- L'organisme atteste qu'il est à jour de ses cotisations CGLLS, et qu'il dispose d'un PSP.
- Responsable du dossier : Pamela PRUVOST, 03.20.88.51.13, pamelapruvost@lmh.fr
- L'organisme a bénéficié des aides du FILLS ou du FSI au cours des trois années précédentes pour un montant total de 0 euros

DESCRIPTION DU PROJET

Un consortium de bailleurs, deux Etablissements Publics de Santé Mentale et 1 association : « La Sauvegarde du Nord » ; se retrouvent autour des mêmes valeurs et unissent leurs compétences afin de mettre en place des mesures d'accompagnement renforcé en faveur de personnes en situation de grande précarité et susceptibles de souffrir de troubles psychiques ; en vue de prévenir une perte de logement et/ou favoriser l'intégration dans un nouveau logement.

Les 4 objectifs de l'accompagnement proposé aux ménages sont :

- la mobilisation du réseau professionnel de droit commun ou réseau spécialisé
- le maintien des habilités sociales notamment celles liées au « Savoir habiter »
- le maintien, la poursuite ou l'amorce de soins ambulatoires en santé mentale
- le maintien du lien social, la rupture de l'isolement

Ces accompagnements sont réalisés par le biais d'un trinôme de professionnels : des Coordinateurs de parcours de formation éducateurs spécialisés, des TISF (Technicien de l'intervention Sociale et Familiale) et des Professionnels de santé mentale.

Après une phase d'expérimentation sur un territoire restreint, les résultats positifs et les besoins repérés nous amènent à grouper nos forces pour fédérer de nouveaux acteurs et étendre le projet à l'ensemble du territoire de la MEL.

Le projet est d'ores et déjà soutenu par les villes de Lille et de Roubaix ainsi que la Métropole Européenne de Lille.

PUBLICS CIBLES DU PROJET

Nombre de ménages accompagnés : 360 sur 3 ans

Caractéristiques des publics cibles : Personnes seules ou en couple, avec ou sans enfant, présentant des **troubles psychiques**, en risque de perte de logement ou rencontrant des difficultés pour intégrer leur nouveau logement.

MODALITES DE MOBILISATION DES LOGEMENTS

Création d'une offre nouvelle ☐ Aménagement de logement existant ☐

Mobilisation de logements existants sans aménagement ✕ Reclassement offre existante en offre à bas loyer ☐

Nombre de logements : 360 ménages accompagnés sur 3 ans

Typologie des logements : Il n'y a pas de typologies définies. Le dispositif n'a pas pour objectif principal de mobiliser une offre nouvelle puisqu'il propose de travailler prioritairement sur le maintien dans le logement. Cependant, certains ménages pourront être soutenus dans la prise de possession de leur logement quand celui-ci sera identifié.

Localisation de l'offre de logements accompagnés (région/département/commune(s)) :

➡ **Territoire de la Métropole Européenne de Lille**

Modalités de réservation et d'attribution des logements :

L'objet prioritaire du dispositif est **l'accompagnement au maintien dans le logement** de ménages déjà locataires/propriétaires.

Si des situations d'accès au logement se présentent (soit dans le cadre d'attributions classiques, relogement des publics prioritaires ou de conventions de sous-location existantes entre les bailleurs et certaines associations spécialisés en santé mentale) un accès direct ou une phase d'intermédiation locative pourra être mise en place en fonction de chaque situation.

ACCOMPAGNEMENT

Méthodologie de réalisation de l'accompagnement (étendue de l'accompagnement et objectifs visés, méthodes, durée et adaptabilité) :

LE PUBLIC VISE PAR LE DISPOSITIF LOGIPSY :

Le dispositif LOGIPSY s'adresse à des personnes pour lesquelles un double constat peut être posé :

1. **risque de perte du logement** ou une difficulté à s'y installer (ex : sortie d'hospitalisation)
2. **fragilité « psychique »** de la personne supposée / connue

Ces situations présentent souvent **une accumulation de signes** pouvant relever :

- de troubles de jouissance persistants ;
- de dettes et notamment d'un impayé de loyer ;
- d'un encombrement excessif du logement ;
- de difficultés de communication avec le partenaire prescripteur ;
- d'une mise en danger manifeste de sa propre personne ou de son entourage ;
- de signes manifestes d'addiction ;
- de signes de grandes précarités ;
- de problématiques de santé, de non-recours,
- d'incurie ;
- d'isolement social...

L'EQUIPE PROJET :

LOGIPSY est un dispositif s'articulant autour de **deux niveaux d'intervention** :

- **une équipe pluridisciplinaire intervenant directement à domicile et composée de :**

- **l'équipe LOGIPSY** : 4 ETP salariés de l'association La Sauvegarde du Nord : 2 coordinateurs de parcours (éducateurs spécialisés) et 2 Techniciens de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF) ;
- **2 ETP de professionnels de santé mentale** (Assistant de service Social ou Infirmier) mis à disposition par les EPSM.
- **une équipe « interpartenariale » d'appui au suivi global de la situation et composée :**
 - du **partenaire prescripteur** (souvent un bailleur, une ville ou un professionnel du secteur social) ;
 - des **référénts de santé mentale** que sont les représentants des Conseils Locaux de Santé Mentale (CLSM) ou tout autre dispositif du territoire ayant pour mission l'information et la prévention des situations relevant de la psychiatrie ;
 - de tout autre partenaire intervenant autour du ménage concerné.

LA METHODOLOGIE MISE EN PLACE VIA LE DISPOSITIF LOGIPSY :

Le projet repose sur une **méthodologie en 6 phases, déjà planifiées**, garantissant une réactivité optimale face aux situations évoquées. L'objet de **l'accompagnement global et renforcé, d'une durée de 3 mois (renouvelable 1 fois)**, est de mettre en place les préalables nécessaires à réactiver/créer les liens entre la personne accompagnée et l'ensemble des partenaires et dispositifs de droit commun dont elle est en droit d'attendre un soutien.

Ces 6 phases se présentent comme suit :

- 1/ le repérage du ménage en souffrance psychique
- 2/ l'alerte émise auprès du dispositif LOGIPSY
- 3/ l'intégration au dispositif et la recherche d'adhésion
- 4/ la contractualisation
- 5/ l'accompagnement médico-social
- 6/ la sortie du dispositif LOGIPSY

JOUR « 0 » : Le repérage du ménage en souffrance psychique

Les bailleurs, les villes ou d'autres acteurs du territoire (associations tutélaires,...) sont souvent démunis face à des situations communes de locataires/propriétaires considérés comme souffrant de troubles psychiques. Ils n'ont pas de compétences ou de légitimité à diagnostiquer et orienter ces ménages vers des services de soins psychiatriques. Ces situations sont mises en lumière au travers de constats tels que des troubles du voisinage irrésolus, un logement présentant un manque d'entretien inquiétant, une dette de loyer importante ou récurrente, des propos incohérents ...

Les professionnels de santé mentale sont quant à eux, démunis face à des sollicitations partenariales portant sur des personnes inconnues/méconnues de leurs équipes et qui n'ont pas exprimé de demande de soin. Elles ont parfois des difficultés à faire le lien avec l'ensemble des partenaires du territoire, et notamment les bailleurs, quand une problématique logement interfère dans l'alliance thérapeutique.

Ces situations repérées seront donc orientées par l'un de ces « **prescripteurs** » vers le dispositif LOGIPSY, piloté de manière opérationnelle par une équipe dédiée au sein de l'association La Sauvegarde du Nord, qui travaille en lien direct avec les professionnels de santé mentale du territoire. Cette équipe a pour objectif de réaliser un diagnostic et une première évaluation de la situation en recueillant l'avis des professionnels médico-sociaux concernés par cette situation (bailleurs, CMP, CCAS,...) sur la base d'éléments anonymisés.

JOUR « 1 » : L'alerte émise auprès du dispositif LOGIPSY

Une fiche alerte est émise.

Elle est complétée par tout professionnel « prescripteur » se trouvant, selon lui, face à une personne dont les symptômes de souffrance psychique impactent ou risquent d'impacter le maintien, l'intégration ou le retour dans le logement. Celui-ci peut alors contacter le dispositif **par le biais de la « fiche alerte »**. Cet outil de signalement anonyme a été élaboré par le CLSM (Conseil Local de Santé Mentale) de Lille.

L'alerte peut émerger du milieu psychiatrique, du secteur social (CCAS, Service Hygiène des villes, associations,..) ou d'un bailleur social œuvrant sur le territoire de la MEL. Le dispositif n'est pas réservé aux partenaires financeurs du projet. Cependant, les 3 principaux bailleurs sociaux (LMH, Partenord et Vilogia) s'engagent à orienter au minimum 25 % des ménages qui seront accompagnés par le dispositif.

La fiche « anonyme » comporte :

- les coordonnées du « prescripteur » ;
- une description synthétique de la situation ;
- l'âge de la personne ;
- sa situation familiale ;
- sa situation au regard du logement (parc privé, bailleur social...) ;
- les difficultés factuelles repérées : logement, comportement,...
- les interventions ou sollicitations déjà réalisées par/auprès des acteurs du logement, sanitaires, sociaux, etc.

Elle est ensuite transmise à l'équipe LOGIPSY : logipsy@lasauvegardedunord.fr

JOURS « 1 à 8 » : L'intégration au dispositif et la recherche d'adhésion

Une pré-évaluation des informations transmises est organisée.

La situation est discutée entre l'équipe LOGIPSY et les « référents de santé mentale » du territoire qui évaluent les informations reçues pour mesurer la pertinence d'une intégration au dispositif. Durant les 8 jours suivant l'alerte, l'équipe LOGIPSY contacte, tour à tour, le prescripteur et l'équipe du CMP de secteur, afin que chacun puisse répondre à des questions permettant de mieux cerner la situation. Ce sont ces éléments qui permettent au comité technique de valider ou non la poursuite de la démarche et d'enclencher la rencontre avec la personne ayant fait l'objet de la fiche alerte. Le prescripteur ou toute autre personne identifiée comme un relais auprès du ménage (famille ou professionnel) prend alors contact avec lui pour obtenir son accord et convenir d'une date de rencontre.

En cas de refus d'un ménage orienté (non éligible au dispositif), l'équipe LOGIPSY s'attachera néanmoins à proposer une piste d'orientation au prescripteur.

Une 1^{ère} rencontre est organisée entre le prescripteur, le ménage et le coordinateur LOGIPSY

Dans l'idéal, le prescripteur présente le ménage au coordinateur de parcours LOGIPSY. L'objectif de cette rencontre est d'expliquer le dispositif en détails et d'obtenir l'adhésion de la personne en situation de souffrances psychiques. Cette étape est primordiale pour amorcer un lien de confiance entre l'équipe LOGIPSY et le ménage. L'équipe LOGIPSY s'adapte néanmoins à chaque situation pour trouver la meilleure accroche.

JOURS « 8 à 30 » : La contractualisation

Dans le délai d'un mois, le diagnostic est effectué et restitué au prescripteur.

Après échange et lorsque les 3 parties (prescripteur, ménage et l'équipe LOGIPSY) s'accordent sur l'inclusion de la personne au sein du dispositif, des objectifs sont fixés conjointement.

La co-construction du projet et les objectifs visés découlent des besoins exprimés par la personne et des difficultés repérées par le partenaire « prescripteur ». **L'équipe formalise ensuite l'accompagnement par l'écriture et la co-signature d'un document appelé « engagement réciproque »** qui balise concrètement l'accompagnement. Celui-ci peut être revu, modifié et/ou complété à tout moment si la personne le désire.

Ce contrat marque l'entrée de l'usager dans le dispositif d'accompagnement pour une durée de **3 mois renouvelables une fois (soit un accompagnement global de 6 mois maximum)**. Nous proposons une durée d'accompagnement de 6 mois maximum : l'expérience nous démontre qu'une intervention d'étayage de courte durée permet d'éviter les ruptures en assurant la continuité du parcours de la personne, sans se substituer au « droit commun ».

MOIS 2 à 4 : L'accompagnement

Un mode d'accompagnement tourné vers des engagements réciproques

L'engagement réciproque est la base du mode d'accompagnement proposé. Il nécessite l'adhésion de la personne puisqu'il implique une intervention renforcée à domicile. Les objectifs et modalités de réalisation de cet accompagnement ont été détaillés dans le contrat d'engagement évoqué ci-dessus.

Les modes d'accompagnement proposés pourront être :

- Au sein du logement : débarras, réparations, tri, etc... via une implication directe des TISF ;
- Dans le cadre des démarches administratives et sociales : MDPH, mise en place d'aide-ménagère, soutien au projet de mutation, recherche de logement, rencontre partenariale en vue d'amener la personne à adhérer à la mise en place d'un service, d'une mesure de protection juridique ; etc. ;
- Dans le cadre d'une démarche de soins : soutien dans l'approche du CMP, accompagnement aux rendez-vous médicaux, conseils sur les démarches à entreprendre...
- Sur l'extérieur : accompagnement de la personne à s'ouvrir sur l'extérieur (résidence, quartier,..), à intégrer un collectif dans le cadre d'activités dites « ordinaires » portées par des associations ou des villes.

Un mode d'intervention « coordonné » s'appuyant sur les professionnels du territoire

Le projet repose sur une méthode d'intervention « en réseau », permettant la constitution rapide d'une équipe pluridisciplinaire et interinstitutionnelle, pouvant accompagner les personnes dans une dimension préventive. L'intervention s'inscrit ainsi dans une approche globale, nécessaire dans ces situations complexes. Elle est limitée dans le temps afin de ne pas se substituer à d'autres dispositifs existants qui interviennent sur du long cours auprès des personnes et pour maintenir la personne dans une dynamique d'évolution à court terme.

L'intervention coordonnée des professionnels de la Sauvegarde et de l'EPSM permet de lier les objectifs d'insertion sociale et les objectifs de santé :

- Maintien des habiletés sociales, notamment celles liées au « savoir habiter »
- Maintien ou poursuite des soins ambulatoire via le CMP
- Maintien du réseau familial et/ou social
- Mobilisation du réseau des professionnels de « droit commun » (service social de secteur, médecin généraliste...) ou spécialisés (MDPH, service ou établissement médicosocial...).

Le professionnel de santé mentale du triptyque joue un rôle essentiel dans l'évaluation de ces situations et facilite l'orientation ou la reprise de contact de la personne avec CMP de proximité.

L'équipe LOGIPSY travaille avec les habiletés de la personne à son domicile, à l'inverse de la prise en charge en établissement. Cela implique d'être créatif dans l'intervention.

A domicile, la personne est actrice de la dimension d'accompagnement. Le cadre est posé par la personne et non par l'établissement. Cela amène les professionnels à être innovants dans les prises en charges, et à modifier les pratiques professionnelles.

Un réseau de partenaires spécifiques à chaque situation

Nombreuses sont les personnes qui, lorsqu'elles rencontrent des difficultés, ne parviennent pas à faire appel, à demander de l'aide. C'est d'autant plus vrai pour les personnes souffrant de troubles psychiques. Le dispositif va à la rencontre de la personne, au domicile, et lui propose son aide et son expertise.

Cette méthode de travail mobilise des plateaux techniques existants et notamment le réseau de partenaires les plus enclins à intervenir dans le cadre du droit commun.

Un accompagnement « sur mesure » ancré dans les réalités de la personne

L'équipe LOGIPSY réalise un travail au plus près des réalités sociales de la personne : le dispositif ne met à disposition aucun moyen financier. Il mobilise les ressources existantes dans l'environnement direct de la personne en sollicitant le réseau partenarial, l'entraide et les dispositifs de droit commun (FSL, aide alimentaire,...)

La disponibilité et la souplesse d'intervention est un élément majeur. L'accompagnement étant balisé, il est indispensable que le service proposé aux personnes soit le plus adapté possible à leurs réalités mais aussi à leurs limites.

L'accompagnement « sur mesure » s'ajuste en fonction du travail à mener et de la capacité de la personne (temps dédié par visite, nombre de visites par semaine...).

Le dispositif présente également une dimension préventive de l'accompagnement : mobiliser les moyens nécessaires pour éviter les pertes de logement ou avant le déclenchement de procédures liées à l'occupation du logement (débarras d'office, expulsion).

Des rendez-vous réguliers pour prendre du recul et adapter l'accompagnement

Le ménage, les TISF et un coordinateur de l'équipe LOGIPSY se rencontrent régulièrement pendant toute la durée de l'accompagnement. Cela permet d'effectuer un point sur : l'évolution de la situation, les objectifs atteints et les démarches engagées. C'est également le moment où sont évoquées et posées les suites de l'accompagnement notamment les relais à mettre en place.

De manière concomitante, les coordinateurs de LOGIPSY et les référents de santé mentale sont en contact permanent (mail, téléphone, réunions) pour suivre l'évolution de la situation de la personne. L'objectif est de réussir à prendre du recul en vue d'affiner les objectifs et de réajuster l'intervention.

En parallèle de cette démarche opérationnelle, des rencontres/échanges récurrents ont lieu entre les parties prenantes du dispositif.

Des relais organisés dès le début de l'accompagnement

Nombreuses sont les personnes qui, lorsqu'elles rencontrent des difficultés, ne parviennent pas à faire appel, à demander de l'aide. C'est d'autant plus vrai pour les personnes souffrant de troubles psychiques. Le dispositif va à la rencontre de la personne, au domicile, et lui propose son aide et son expertise.

L'identification des relais existants à proximité du ménage (famille, amis, partenaires institutionnels ou associatifs,...) et leur activation **dès le démarrage de l'accompagnement est un des piliers de l'accompagnement** de l'équipe LOGIPSY. Il permet de prévenir les rechutes pouvant intervenir après la période d'accompagnement ou du moins de donner à la personne une vision suffisamment claire du réseau qui l'entoure pour lui permettre de l'activer si cela s'avère nécessaire. Il permet également au réseau de rester en veille autour de la situation du ménage qui a été porté à sa connaissance.

FIN 4^e MOIS : une fin d'accompagnement comme élément central de la dynamique

Le fait de **programmer, dès le départ, la date de fin d'accompagnement**, ouvre plusieurs avantages, en :

- permettant à la famille d'être au clair avec les objectifs fixés ;
- imposant à LOGIPSY une réactivité et une adaptation quotidienne de son mode d'accompagnement
- obligeant les partenaires à s'impliquer immédiatement dans l'organisation des relais et d'une veille autour de la situation ;
- évitant de créer un effet de « rupture » à la fin de l'accompagnement de LOGIPSY.

Cette fin d'accompagnement est arbitrée au sein du comité technique, en fonction de l'avis émis par l'ensemble des partenaires gravitant autour de la situation. Un prolongement peut être envisagé pour des situations complexes nécessitant un temps plus long à la mise en place d'un étayage autour du ménage.

LES OBJECTIFS OPERATIONNELS DU PROJET D'ACCOMPAGNEMENT

Dans le cadre de son intervention, le dispositif travaillera autour des objectifs suivants :

Apporter une assistance psychologique

L'action de Logipsy humanise le soin par le biais du professionnel intervenant (TISF, Coordinateurs de Parcours). Le dispositif permet de sortir de la notion de soin au sens « médical » pour se recentrer sur la personne et son quotidien.

En intervenant à domicile, les professionnels (ré) apprennent à faire aux personnes, leurs montrent qu'elles sont capables. Cela a une incidence directe sur la prise de confiance. De plus, l'acceptation volontaire de la personne et l'engagement signé par chacune des parties implique une « obligation » de faire avec le professionnel.

Inscrire, si nécessaire, les personnes dans un parcours de soin adapté à la situation

Le présence d'un professionnel de Santé Mentale, aux côtés de l'équipe LOGIPSY, joue un rôle essentiel dans l'évaluation de ces situations et facilitera l'orientation ou la reprise de contact de la personne avec son secteur de soin de proximité (CMP).

L'objet premier de l'accompagnement, maintenir ou faciliter l'installation dans le logement, permet à l'équipe LOGIPSY de créer une relation de confiance réciproque suffisante pour aborder la thématique de la santé et accompagner la personne à mettre en place un parcours de soin.

La pluridisciplinarité de l'équipe est donc indispensable.

L'intervention ajustée aux besoins de la personne et l'accompagnement renforcé dès le début du parcours de soin sont les garanties d'un meilleur accès aux soins.

Trouver une solution durable aux difficultés administratives rencontrées

En fonction des difficultés administratives repérées, l'équipe mettra en place des solutions à court terme (échéanciers, reprise de paiement, ouverture de droits...) tout en accompagnant et orientant la personne à

la saisine des partenaires compétents. L'objectif est qu'une solution durable, à moyen ou long terme (lié à l'adhésion de la personne, aux délais administratifs...), lui soit proposée.

Travailler sur l'appropriation du logement et la vie en collectivité

Selon les besoins de la personne, il s'agit d'améliorer la situation dans le logement et aux abords (nettoyage, réparations, désencombrement,...). Les interventions de l'équipe LOGIPSY consistent à effectuer avec la personne un tri dans ses biens (débaras), à faciliter ou planifier des interventions d'entreprises, à réaliser de menus travaux et à promouvoir la mise en place de relais (aide-ménagère, Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), activité extérieure/associative, etc...).

Les professionnels tissent un ensemble de partenariats autour et avec la personne accompagnée. Il s'agit de mettre en place des « renforts », de développer les relais (sociaux, associatifs...) permettant un maintien dans le logement.

Inscrire la personne dans un parcours résidentiel adapté à ses besoins

Au cours de la phase de diagnostic, les professionnels engageront rapidement un travail en vue d'identifier les freins au maintien ou à l'intégration dans un logement. S'il s'avère que la personne souhaite bénéficier d'un parcours résidentiel vers un logement mieux adapté à ses besoins (ex : mutation), l'équipe LOGIPSY accompagnera la personne dans les démarches permettant de mettre en place les préalables nécessaires à l'expression de cette demande auprès de son bailleur.

Effectuer un travail sur la parentalité

Le profil du TISF permet de soutenir la fonction parentale en :

- intervenant auprès de publics fragilisés (famille, enfant, personne âgée ou handicapée) pour apporter un soutien éducatif, technique et psychologique,
- effectuant une intervention sociale préventive et réparatrice sur des actes de la vie quotidienne dont peut faire partie l'éducation des enfants, afin qu'elle retrouve son autonomie et que des interventions plus lourdes de type placements en institutions puissent être évitées.

Ses missions seront d'évaluer les besoins du ménage et de l'orienter, le cas échéant, vers des dispositifs adaptés.

Signaler aux autorités compétentes les mises en danger personnelles ou envers les tiers

L'équipe pluridisciplinaire permet un relais rapide entre les professionnels qui la composent. A ce titre, les coordinateurs de parcours et/ou les TISF interpellent le CMP de proximité ou les professionnels de soins compétents (généraliste par exemple) en cas de mise en danger personnelle.

Concernant les mises en danger envers les tiers, l'équipe répondra aux obligations légales prévues dans ces situations.

Prévenir des risques de rechute

A la sortie du dispositif, la personne accompagnée doit être en mesure de solliciter les bons interlocuteurs. Cette mise en réseau est indispensable à la réussite de l'accompagnement. Il s'agit d'amener l'usager à déterminer ses compétences, et à identifier les partenaires qui lui seront utiles une fois l'accompagnement terminé par les professionnels du dispositif.

COMPLEMENTARITE AVEC LA GESTION LOCATIVE

(Type de gestion locative : classique ou adaptée)

STRUCTURATION DE LA RELATION BAILLEUR/ACCOMPAGNATEUR

Le projet LOGIPSY s'articule autour de 3 bailleurs ayant des organisations et des méthodologies différentes. La gestion locative des bailleurs n'est pas adaptée à ce dispositif car elle s'appuie sur une internalisation des « missions sociales » déjà existante. Néanmoins, chacun devra communiquer sur le dispositif, au sein de son organisme, afin :

- **de faciliter la remontée de fiches alertes :**

Les équipes de proximité (gestion locative/gestion techniques) ainsi que les profils dédiés de type « conseillers sociaux/développeurs territoriaux » sont confrontés dans leurs missions quotidiennes à des situations qui posent questions.

Une première approche de ces situations pourra être organisée en interne des bailleurs pour tenter de valider la problématique « santé mentale » avant toute orientation vers LOGIPSY. Chaque bailleur s'appuiera donc sur la méthodologie déjà mise en place au sein de sa structure en matière de signalement et d'analyse des situations complexes. Il identifiera notamment le ou les interlocuteurs « référents » qui auront pour mission l'orientation des situations jugées « éligibles » vers les dispositifs LOGIPSY.

- **d'identifier un référent pouvant être l'interlocuteur privilégié de l'équipe LOGIPSY :**

Passé la phase de validation de l'accompagnement, l'équipe LOGIPSY va intervenir en liaison étroite avec le « référent de chaque prescripteur ». Quand il s'agit d'un bailleur, le signalement peut être accompagné d'une mesure juridique (contentieux lié aux impayés ou au comportement). L'accompagnement de l'équipe LOGIPSY doit donc s'articuler autour de cette réalité et les échanges avec le bailleur sur la prise en charge et l'évolution de la situation sont permanents. Ils permettent notamment au bailleur concerné d'ajuster sa procédure juridique (suspendre une procédure d'expulsion par exemple) afin de laisser le temps au ménage qui le souhaite de reprendre pied. Le/les référents identifiés par les bailleurs sont donc des accroches privilégiées pour l'équipe LOGIPSY, tant au stade de présentation de la situation (ex : approfondissement des éléments transmis via la fiche alerte) ou pour accompagner l'équipe LOGIPSY dans son travail auprès du ménage (médiation interne et information régulières des équipes de proximité).

- **de suivre le déploiement et l'évolution du dispositif :**

Chaque bailleur engagé nommera un pilote pour suivre le dispositif. Son profil sera de type Responsable/Chargé d'accompagnement social. Son rôle sera :

- de s'assurer d'une bonne communication autour du dispositif et de son fonctionnement auprès des équipes de terrain
- de représenter son organisme auprès de l'équipe LOGIPSY pour suivre le dispositif (présence au sein des instances, médiation bailleur/Logipsy en cas de difficultés,...)

Pour LMH, bailleur « pilote » de la démarche, cette fonction s'accompagne d'une partie d'ingénierie internalisée et portée par un Chargé de Développement Social qui co-animera le dispositif avec l'association pour :

- produire régulièrement des bilans,
- assurer la gestion budgétaire : appels de fonds liés à l'appel à projet et paiements à l'association La Sauvegarde du Nord,
- représenter les bailleurs sociaux inscrits dans le dispositif.

LA GOUVERNANCE ET LE PILOTAGE DU DISPOSITIF

Au-delà de l'organisation interne mise en place par les bailleurs pour accompagner le déploiement du dispositif, des instances « projet » seront mises en place pour faire fonctionner et suivre le projet :

Le Comité Technique

Fréquence : mensuelle (le 1^{er} mercredi de chaque mois).

Il se compose de :

- 4 TISF (2 ETP) et les Coordinateurs de l'équipe LOGIPSY ;
- Directeur de l'Hébergement de La Sauvegarde du Nord ;
- Conseillère Pédagogique de La Sauvegarde du Nord ;
- Les référents « santé mentale » des territoires couverts (CLSM,...) ;
- 1 représentant de chaque EPSM : EPSM Lille Métropole et EPSM Agglomération Lilloise ;
- 1 représentant du prescripteur de la mesure si nécessaire (ex : un bailleur, un CCAS,...)
- Toute autre partenaire susceptible d'apporter des éléments utiles à la compréhension de la situation.

Ses missions :

Etudier les diagnostics établis ;

Valider les inclusions, les renouvellements et les fins d'accompagnements.

Le Comité de Pilotage

Fréquence : semestrielle – copilotage La Sauvegarde du Nord / LMH

Il réunit l'ensemble des partenaires financeurs ou soutien du projet :

- L'association La Sauvegarde du Nord avec :
 - l'équipe LOGIPSY
 - le Directeur de l'Inclusion Sociale de La Sauvegarde du Nord et/ou Directeur de l'Hébergement Logement de La Sauvegarde du Nord ;
 - la Conseillère Pédagogique de La Sauvegarde du Nord ;
- Les référents santé mentale du territoire ;
- Les représentants des deux EPSM concernés ;
- Les bailleurs LMH, Vilogia et Partenord Habitat ;
- L'Union Régionale de l'Habitat ;
- La MEL ;
- La DDTM (représentant de l'état dans le cadre l'appel à projet 10 000 logements accompagnés) ;
- Les représentants des Villes associées au projet (Lille, Roubaix, Lambersart,...).

Ses missions :

- Rendre compte de l'activité du dispositif (bilans qualitatifs/quantitatifs/financiers)
- Identifier les difficultés rencontrées et les pistes d'amélioration
- Proposer des adaptations dans le fonctionnement/la gestion du dispositif
-

L'EVALUATION DE L'ACTION

L'évaluation du dispositif est réalisée en continu. Elle imprègne le dispositif par la nécessité d'un regard continu sur chaque mesure d'accompagnement (rendre compte individuellement et au quotidien des évolutions ou difficultés rencontrées pour pouvoir ajuster la prise en charge au plus près des besoins/capacités de chaque ménage) et par la nécessaire prise de recul « macro » permettant d'adapter l'ensemble du dispositif aux réalités de terrain (difficultés récurrentes devant être corrigées).

L'évaluation prend 3 formes :

- **en cours d'accompagnement :**
L'objectif est de répondre aux sollicitations du prescripteur pour rendre compte, en temps réel, des démarches effectuées et de l'évolution de chaque situation. Des outils seront donc mis en place pour suivre l'évolution de chaque ménage et présenter des données objectives via **une fiche individuelle** comprenant : les dates des visites à domicile/ entretiens formels, les appels téléphoniques réalisés, les démarches mises en œuvre et les partenariats créés...
- **en fin d'accompagnement :**
Dans un délai de 1 mois suivant la fin d'accompagnement du ménage, **une synthèse de la situation** sera transmise au prescripteur. Elle fera apparaître : le niveau de réalisation des objectifs fixés au démarrage et les relais mis en place en vue d'assurer une prise en charge et/ou une veille active autour de la personne (coordonnées des référents/structures) assurant le relai seront transmises au prescripteur.
- **bilans annuels / chiffres clés :**
Outre les éléments relatifs à la mise en œuvre du dispositif dans son aspect « partenarial », le nombre de diagnostics, le nombre de personnes suivies, le nombre de mois d'accompagnement réalisés, etc..., sont autant de données clefs qui servent à éclairer les partenaires sur l'activité réelle du dispositif.

L'ensemble de ces activités seront guidées par la législation relative à la protection des données à caractère personnel mais également par celle relevant du secret et de la discrétion professionnelle.

ADEQUATION DU PROJET AUX BESOINS SPECIFIQUES DES PUBLICS CIBLES PAR LE PROJET :

CARACTERE EXPERIMENTAL OU INNOVANT DU PROJET

L'innovation du projet réside dans le portage de la question de « santé mentale » à une échelle multi-partenariale et couvrant l'ensemble du territoire d'une grande métropole.

Ce travail en réseau doit permettre de rendre l'action sur cette thématique plus lisible et plus opérationnelle notamment dans sa composante essentielle qui est celle de « l'aller-vers ». En effet, sur cette thématique, le fonctionnement de droit commun supposerait qu'une personne en souffrance psychique (parfois en déni) puisse solliciter d'elle-même des soins auprès des services de psychiatrie.

Les constats de terrain montrent bien que, soit la personne n'est pas en mesure de réclamer ses droits car elle cumule d'autres difficultés, soit elle y fait appel de manière discontinue ne permettant pas de s'inscrire durablement dans un parcours de soins.

Pour la personne accompagnée, les impacts recherchés sont donc les suivants :

- aller « au-devant » de la formulation de ses besoins via une veille des partenaires ;
- lui garantir un meilleur accès aux soins psychiatriques ambulatoires ;
- intervenir sur une courte durée en « appui du droit commun » pour éviter les ruptures ;
- renforcer ses liens sociaux ;
- l'accompagner vers l'autonomie ;
- travailler au plus près de ses réalités quotidiennes.

Sur les organisations de chacun et le réseau partenarial, l'impact sera le suivant :

- une véritable coordination sociale et sanitaire autour des situations en santé mentale à risques ;
- la recherche, par une action concertée, d'une diminution du recours aux hospitalisations ;
- l'adaptation de l'ensemble des professionnels du territoire à l'environnement réel de la personne. Les professionnels travaillent avec les habilités de la personne à son domicile, à l'inverse de la prise en charge en établissement ou structures de droit commun ;
- un délai limité qui implique une grande créativité dans l'intervention des professionnels : à domicile, le cadre est posé par la personne et non par l'accompagnant ;
- l'organisation des relais post-accompagnement comme un outil permettant d'inscrire les bénéfices de l'accompagnement dans la durée
- une meilleure connaissance croisée des partenaires via un échange continu sur leurs pratiques pour progresser ensemble

Sur les modèles économiques

La vision « logement d'abord » dans l'accompagnement au maintien des ménages en souffrance psychique à un double impact. Elle permet de :

- rendre plus efficiente la démarche de soins des secteurs de psychiatrie (encrage dans le réel des parcours de soins proposés par les CMP) ;
- stabiliser les parcours des personnes en évitant les ruptures pouvant conduire à faire des allers retours entre hospitalisation/hébergement/logement ordinaire ;
- diminuer les coûts de gestion subis par les partenaires impactés par les répercussions liés aux troubles de la personne (employeur, bailleur, ville au titre de la tranquillité publique,...).

Le dispositif LOGIPSY ne remplace pas les dispositifs de droit commun existants mais s'appuie sur eux pour les rendre plus efficaces. Cette coordination, de type logement d'abord, engendre souvent des « coûts évités » difficiles à quantifier.

PARTENARIAT ET MONTAGE FINANCIER

Partenaires mobilisés :

Le dispositif LOGIPSY regroupe, de manière inédite sur la Métropole Européenne de Lille, l'ensemble des partenaires impliqués dans l'accompagnement de ménages en souffrance psychique. Il s'agit (en gras les partenaires financeurs) :

Des acteurs du secteur psychiatrique couvrant l'ensemble du territoire :

- **Les ESPM Lille Métropole, EPSM Agglomération Lilloise et le secteur du CHRU** pour le suivi du projet
- L'ensemble des 21 CMP pour sa mise en œuvre opérationnelle

Des Partenaires Institutionnels :

- **L'Etat** via la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS)
- **La Métropole Européenne de Lille**
- **La Ville de Lille** via son CLSM
- **La Ville de Roubaix** via son CLSM
- La Ville de Lambersart via sa cellule « situations complexes »
- Toute autre ville ou CCAS souhaitant solliciter LOGIPSY

Des acteurs du logement social :

- **Lille Métropole Habitat** en tant que bailleur pilote
- **Partenord Habitat**
- **Vilogia**
- L'URH comme représentant de l'ensemble des bailleurs du territoire

Des acteurs associatifs :

- L'association « La Sauvegarde du Nord » en tant qu'opérateur du dispositif
- Toute autre association œuvrant de manière directe ou non sur cette thématique

Les partenaires formaliseront leurs engagements réciproques lors de la signature d'une convention partenariale d'objectifs et de moyens.

CALENDRIER PREVISIONNEL OU DUREE DE L'ACTION

Début de l'action : **2019**

Fin de l'action : **2021**

Durée : **3 ans**

MONTAGE FINANCIER :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES				RECETTES			
	An 1	An 2	An 3		An 1	An 2	An 3
Dépenses subventionnables : Préciser la nature des dépenses éligibles				Fonds propres			
- Diagnostic				- LMH	15 500	15 500	15 500
- Accompagnement social	172 659	172 659	172 659	- PARTENORD	10 000	10 000	10 000
				- VILOGIA	10 000	10 000	10 000
				- Mutuelles	24 666	24 666	24 666
Gestion locative adaptée							
- Réalisée par le bailleur				Subvention sollicitée ¹ au titre de l'appel à projet 10 000 logements Hlm accompagnés	35 706	35 706	35 706
- Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement							
Animation/coordination							
- Réalisée par le bailleur pilote LMH	6 000	6 000	6 000	Autres financements DDCS	79 200	79 200	79 200
- Réalisée par l'opérateur de l'accompagnement	26 413	26 413	26 413	MEL	20 000	20 000	20 000
				Communes	10 000	10 000	10 000
Recrutement spécifique par un bailleur dans le cadre du projet							
Ingénierie/prestation Intellectuelle							
Formations-actions liées au projet				MAD Personnel EPSM (non subventionnables)	94 000	94 000	94 000
Sous - Total	205 072	205 072	205 072				
Autres dépenses liées à la mise en œuvre du projet – dépenses non subventionnables	An 1	An 2	An 3				
<i>Aménagement et équipements des logements</i>							
<i>Aide sur quittance/remise des loyers...</i>							
<i>Accompagnement non subventionnable (sanitaire, médico-social...)</i>							
Mise à Disposition personnel EPSM	94 000	94 000	94 000				
Dépenses d'investissements							
Sous – Total	94 000	94 000	94 000				
Total	299 072	299 072	299 072	Total	299 072	299 072	299 072

¹ Sous réserve des décisions du FSI et du FNAVDL

A noter ! En cas de cofinancement du projet par un autre organisme public, montant cumulé des financements publics (y compris de la CGLLS) inférieur ou égal à 80% du montant.

A renseigner par le comité de sélection « 4^{ème} appel à projet logements accompagnés »

Orientation des financements

FNAVDL : euros de subvention

FSI – Innovation : euros de subvention

FSI – Modernisation : euros de subvention